



Assemblée générale

Distr.
LIMITÉE

A/CN.4/L.726
26 mai 2008

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION DU DROIT INTERNATIONAL
Soixantième session
Genève, 5 mai-6 juin et 7 juillet-8 août 2008

EFFETS DES CONFLITS ARMÉS SUR LES TRAITÉS

Rapport du Groupe de travail

1. Introduction

1. À sa 2964^e séance tenue le 16 mai 2008, la Commission du droit international a reconstitué un groupe de travail chargé, sous la présidence de M. Lucius Caflisch¹, de proposer des orientations concernant plusieurs questions qui avaient été soulevées lors de l'examen par la Commission du troisième rapport du Rapporteur spécial, à la cinquante-neuvième session de la Commission tenue en 2007², et qui avaient été laissées en suspens.

¹ À la 2965^e séance, le 21 mai 2008, il a été annoncé que le Groupe de travail était composé des membres suivants: M. L. Caflisch (Président), M. I. Brownlie (Rapporteur spécial), M. P. Comissário Afonso, M. C. J. R. Dugard, M. S. Fomba, M^{me} M. G. Jacobsson, M. D. M. McRae, M. B. H. Niehaus, M. B. Ojo, M. A. R. Perera, M. E. Petric, M. G. Saboia, M. S. Vasciannie, M. M. Vásquez-Bermúdez, M. N. Wisnumurti, M^{me} H. Xue et M^{me} P. Escarameia (membre de droit).

² Pour le rapport du Groupe de travail adopté à la cinquante-neuvième session de la Commission, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-deuxième session, Supplément n° 10* (A/62/10), par. 323 et 324.

2. Le Groupe de travail a tenu deux séances les 22 et 26 mai 2008, respectivement.
3. Le Groupe de travail a examiné les quatre questions ci-après: 1) la question de l'applicabilité, en ce qui concerne le projet d'article 8, de la procédure établie à l'article 65 de la Convention de Vienne sur le droit des traités concernant l'extinction d'un traité ou la suspension de son application; 2) la question de l'applicabilité, également en ce qui concerne le projet d'article 8, des articles 42 à 45 de la Convention de Vienne sur le droit des traités et, en particulier, de l'article 44 relatif à la divisibilité des dispositions d'un traité; 3) le projet d'article 9, consacré à la reprise de l'application des traités dont l'application a été suspendue, tel que proposé par le Rapporteur spécial dans son troisième rapport³; et 4) les projets d'articles 12, 13 et 14, tels que proposés par le Rapporteur spécial dans son troisième rapport⁴, concernant le statut des États tiers en tant que neutres, l'extinction des traités ou la suspension de leur application résultant de la mise en œuvre de la Convention de Vienne et la compétence des parties pour négocier un accord spécifique réglant la question du maintien ou de la remise en vigueur des traités, respectivement. Le Groupe de travail était saisi du quatrième rapport du Rapporteur spécial sur la procédure concernant le mode de suspension de l'application ou d'extinction d'un traité⁵, ainsi que d'une note du Président du Groupe de travail sur la question de l'applicabilité des articles 42 à 45 de la Convention de Vienne sur le droit des traités⁶.
4. Le Groupe de travail a achevé l'examen des quatre questions qui avaient été laissées en suspens et a décidé d'adresser à la plénière pour examen des recommandations spécifiques sur chaque question, assorties de quelques recommandations d'ordre général.

³ A/CN.4/578.

⁴ Ibid.

⁵ A/CN.4/589 et Corr.1.

⁶ A/CN.4/L.721.

2. Recommandations du Groupe de travail

5. Le Groupe de travail recommande ce qui suit:

1) Les projets d'articles ci-après devraient être renvoyés au Comité de rédaction au lieu du projet d'article 8, tel que proposé par le Rapporteur spécial:

«Article 8

Notification de l'extinction, du retrait d'une partie ou de la suspension

1. Un État engagé dans un conflit armé qui souhaite mettre fin à un traité auquel il est partie, s'en retirer, ou en suspendre l'application notifie soit l'autre État partie ou les autres États parties au traité, soit le dépositaire du traité.

2. La notification prend effet à sa réception par l'autre État partie ou les autres États parties.

3. Rien dans les paragraphes qui précèdent ne porte atteinte au droit d'une partie de faire objection, selon les termes du traité ou les règles applicables du droit international, à l'extinction du traité, au retrait d'une partie ou à la suspension de l'application du traité.

Article 8 *bis*

Obligations imposées par le droit international

indépendamment d'un traité

L'extinction d'un traité, le retrait d'une partie, ou la suspension de l'application du traité, lorsqu'ils résultent de l'application du présent projet d'articles ou des dispositions du traité, n'affectent en aucune manière le devoir d'un État de remplir toute obligation énoncée dans le traité à laquelle il serait soumis en vertu du droit international indépendamment dudit traité.

Article 8 *ter*

Divisibilité des dispositions d'un traité

Le droit pour une partie, prévu dans un traité, de dénoncer le traité, de s'en retirer ou d'en suspendre l'application n'est exercé qu'à l'égard de l'ensemble du traité, à moins que celui-ci n'en dispose ou que les parties n'en conviennent autrement, et hormis dans les cas suivants:

- a) Le traité contient des clauses séparables du reste du traité en ce qui concerne leur exécution;
- b) Il ressort du traité, ou il est par ailleurs établi, que l'acceptation des clauses en question n'a pas constitué pour l'autre partie ou pour les autres parties au traité une base essentielle de leur consentement à être liées par le traité dans son ensemble; et
- c) Il ne serait pas injuste de continuer à exécuter ce qui subsiste du traité.

Article 8 *quater*

Perte du droit d'invoquer un motif de mettre fin au traité, de s'en retirer ou d'en suspendre l'application

Un État ne peut plus mettre fin à un traité, s'en retirer ou en suspendre l'application si cet État:

- a) A explicitement accepté que le traité reste en vigueur ou continue d'être applicable; ou
- b) Peut, à raison de sa conduite, être considéré comme ayant acquiescé au maintien en vigueur ou en application du traité.».

2) Le libellé remanié du projet d'article 9 ci-après devrait être renvoyé au Comité de rédaction:

«Article 9

Reprise de l'application des traités dont l'application a été suspendue

La reprise de l'application d'un traité qui a été suspendue du fait d'un conflit armé est déterminée conformément aux critères établis au projet d'article 4.».

3) Les projets d'articles 12 et 13, tels que proposés par le Rapporteur spécial, devraient être renvoyés au Comité de rédaction avec les indications suivantes:

a) Le titre du projet d'article 13 doit se lire comme suit: «Autres cas d'extinction ou de suspension»;

b) Les mots «entre autres» doivent être insérés dans le chapeau du projet d'article 13, après «résultant».

4) Le libellé ci-après pour le projet d'article 14 devrait être renvoyé au Comité de rédaction:

«Article 14

Reprise des relations conventionnelles après un conflit armé

Les présents projets d'articles sont sans préjudice de la compétence des parties à un conflit armé pour régler, après le conflit, la remise en vigueur des traités dont l'application a été suspendue ou qui ont été abrogés en raison du conflit armé, sur la base d'un accord.».

5) Sa recommandation, formulée à la cinquante-neuvième session de la Commission⁷, selon laquelle «[e]n principe, il convient de laisser en suspens le problème des traités auxquels sont parties des organisations internationales intergouvernementales jusqu'à un stade ultérieur des travaux de la Commission sur l'ensemble du sujet; il sera alors temps d'examiner les questions touchant à la définition des organisations internationales et à la détermination des types de traités concernés (à savoir les traités conclus entre des États et des organisations internationales ou, également, ceux conclus entre organisations internationales)», demeure valide, compte tenu des commentaires et observations formulés ultérieurement par les organisations internationales⁸.

6) Le Comité de rédaction devrait envisager d'inclure une référence au retrait de certains traités comme étant l'une des options s'offrant aux parties à un conflit armé, chaque fois qu'il y a lieu.

⁷ *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-deuxième session, Supplément n° 10* (A/62/10), par. 324, sect. 1) a) ii).

⁸ A/CN.4/592 et Add.1.